

34. Convention européenne concernant des questions de droit d'auteur et de droits voisins dans le cadre de la radiodiffusion transfrontalière par satellite, signée à Strasbourg le 11 mai 1994 [=Convenzione europea concernente questioni di diritto d'autore e diritti connessi nel quadro della radiodiffusione transfrontaliera via satellite, firmata a Strasburgo l'11 maggio 1994].

Storia: questa convenzione (STE n. 153) è stata firmata a Strasburgo l'11 maggio 1994 e non è entrata in vigore a livello internazionale poiché il numero di ratifiche richiesto non è stato ancora raggiunto.

Paesi aderenti: paesi che hanno ratificato la convenzione: Cipro e Norvegia.

Paesi firmatari senza ratifica: Belgio, Bosnia Erzegovina, Comunità europea, Germania, Gran Bretagna, Lussemburgo, San Marino, Svizzera, Spagna.

Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni: nessuna.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito del Consiglio d'Europa conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm; da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

Convention européenne concernant des questions de droit d'auteur et de droits voisins dans le cadre de la radiodiffusion transfrontière par satellite, signée à Strasbourg le 11 mai 1994.

PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et de favoriser leur progrès économique et social;

Rappelant leur engagement en faveur de la liberté d'expression et d'information et de la libre circulation des informations et des idées, exprimé notamment dans la Déclaration du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe du 29 avril 1982 sur la liberté d'expression et d'information;

Ayant à l'esprit les soucis qui ont inspiré l'adoption, par le Comité des Ministres, de la Recommandation n° R (86) 2 sur des principes relatifs aux questions de droit d'auteur dans le domaine de la télévision par satellite et par câble, notamment la nécessité de sauvegarder les droits et les intérêts des auteurs et des autres contributeurs lors de la radiodiffusion par satellite d'œuvre et d'autres contributions protégées;

Tenant compte des développements techniques, notamment en matière de radiodiffusion par satellite, qui ont eu pour conséquence d'estomper la différence entre satellites de radiodiffusion directe et satellites de service fixe, et qui rendent nécessaire une nouvelle réflexion sur le traitement juridique de la radiodiffusion par satellite au regard du droit d'auteur et des droits voisins;

Tenant compte, en même temps, de la nécessité de ne pas faire obstacle à ces développements techniques, ainsi que de l'intérêt pour le public en général d'avoir accès aux médias;

Désireux de promouvoir l'harmonisation la plus large possible du droit des Etats membres, et des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, concernant le droit d'auteur et les droits voisins au regard des nouveaux développements techniques en matière de radiodiffusion par satellite,

Sont convenus de ce qui suit:

Aux fins des droits d'auteur et des droits voisins:

CHAPITRE I

LA NOTION ET L'ACTE DE RADIODIFFUSION

1. Notion de radiodiffusion. – 1. La transmission d'œuvre et d'autres contributions par satellite de radiodiffusion directe est un acte de radiodiffusion.

2. La transmission d'œuvre et d'autres contributions par satellite de service fixe dans des conditions qui, en ce qui concerne la réception directe individuelle par le public en général, sont comparables à celles qui prévalent pour les satellites de radiodiffusion directe, est traitée comme un acte de radiodiffusion.

3. La transmission de signaux porteurs de programmes sous forme codée est considérée comme un acte de radiodiffusion, dès lors que le dispositif de décodage de

l'émission est mis à la disposition du public en général par l'organisme de radiodiffusion, ou avec son consentement.

2. *L'acte de radiodiffusion.* - Un acte de radiodiffusion par satellite est considéré comme comprenant la liaison montante jusqu'au satellite et la liaison descendante jusqu'à terre.

CHAPITRE II LOI APPLICABLE

3. *Loi applicable.* - 1. Une transmission d'œuvre et d'autres contributions couverte par l'article 1 a lieu dans l'Etat partie sur le territoire duquel se situe l'origine de la transmission et, en conséquence, est régie exclusivement par la loi de cet Etat.

2. L'Etat partie sur le territoire duquel se situe l'origine de la transmission signifie l'Etat partie dans lequel les signaux porteurs de programmes transmis par satellite sont introduits, sous le contrôle et la responsabilité de l'organisme de radiodiffusion, dans une chaîne ininterrompue de communication via la liaison montante et descendante jusqu'à terre.

3. Lorsque l'origine de la transmission se situe dans un Etat qui n'est pas partie à la Convention et dont la loi ne fournit pas le niveau de protection des ayants droit prévu aux articles 4 et 5 de la présente Convention, et lorsque les signaux porteurs de programmes sont transmis au satellite depuis une station de liaison montante située dans un Etat partie à la présente Convention, il est considéré que l'origine de la transmission se situe dans l'Etat partie concerné. Il en est de même lorsqu'un organisme de radiodiffusion établi dans un Etat partie à la présente Convention est responsable de la transmission.

4. *Droit d'auteur.* - 1. En ce qui concerne la radiodiffusion transfrontière par satellite, les auteurs d'œuvre mentionnées à l'article 2 de la Convention de Berne pour la protection des œuvre littéraires et artistiques sont protégés en conformité avec les dispositions de ladite Convention (Acte de Paris, 1971). En particulier, les droits pour la radiodiffusion transfrontière par satellite concernant de telles œuvre sont acquis par voie contractuelle.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 et lorsque la loi applicable pertinente conformément à l'article 3 en a déjà disposé ainsi à la date d'ouverture à la signature de la présente Convention, un accord collectif conclu avec un organisme de radiodiffusion pour une catégorie d'œuvre déterminée peut être étendu aux ayants droit de la même catégorie qui ne sont pas représentés, dans les conditions suivantes:

- un ayant droit non représenté dispose, à tout moment, de la faculté d'exclure, à son égard, l'effet d'un accord collectif et d'exercer ses droits sur une base individuelle. Il peut le faire lui-même ou par le biais d'une organisation collective habilitée à gérer ses droits;

- la transmission par satellite a lieu en même temps qu'une émission terrestre par le même organisme de radiodiffusion.

3. Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux œuvre cinématographiques, y compris les œuvre créées par un procédé analogue à la cinématographie.

4. Lorsque la législation d'un Etat partie prévoit l'extension d'un accord collectif conformément aux dispositions du paragraphe 2, cet Etat partie détermine les organismes de radiodiffusion habilités à se prévaloir d'une telle législation.

5. *Droits voisins.* - 1. En ce qui concerne la radiodiffusion transfrontière par satellite, les artistes-interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion des Etats parties à la présente Convention sont protégés, au minimum, en conformité avec les dispositions de la Convention de Rome sur la protection des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (1961).

2. Toutefois, aux fins de la présente Convention, les droits des artistes-interprètes ou exécutants concernant la fixation et la reproduction de leur exécution sont des droits exclusifs d'autoriser ou d'interdire. Il en va de même pour les droits des artistes-interprètes ou exécutants concernant la radiodiffusion et la communication au public de leur exécution, sauf lorsque l'exécution est elle-même déjà une exécution radiodiffusée ou faite à partir d'une fixation.

3. Un Etat partie ne se prévaut pas de la faculté prévue à l'article 19 de la Convention de Rome sur la protection des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (1961).

4. Sans préjudice des dispositions du paragraphe précédent, un Etat partie peut prévoir que la signature d'un contrat conclu entre un artiste-interprète ou exécutant et un producteur de films concernant la réalisation d'un film a pour effet d'autoriser les actes

mentionnés au paragraphe précédent à condition que ce contrat prévoie une rémunération équitable à laquelle l'artiste-interprète ou exécutant ne peut renoncer.

5. Aux fins de la présente Convention, lorsque des phonogrammes publiés à des fins de commerce, ou des reproductions de ces derniers, sont utilisés pour la radiodiffusion transfrontière par satellite, les Etats parties prévoient un droit dans leurs législations nationales afin d'assurer qu'une rémunération équitable et unique soit payée par l'organisme de radiodiffusion concerné et que cette rémunération soit partagée entre les artistes-interprètes ou exécutants et les producteurs de tels phonogrammes.

CHAPITRE III

CHAMP D'APPLICATION

6. *Retransmission.* - La retransmission simultanée, intégrale et sans modification par voie terrestre, d'émissions par satellite n'est pas, en tant que telle, couverte par la présente Convention.

CHAPITRE IV

CONSULTATIONS MULTILATERALES

7. *Consultations multilatérales.*- 1. Les Parties procèdent, dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention et tous les deux ans par la suite, et, en tout cas, toutes les fois qu'une Partie le demande, à des consultations multilatérales au sein du Conseil de l'Europe, en vue d'examiner l'application de la Convention, ainsi que l'opportunité de sa révision ou d'un élargissement de certaines de ses dispositions. Ces consultations auront lieu au cours de réunions convoquées par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Toute Partie a le droit de désigner un représentant pour participer à ces consultations. Tout Etat mentionné à l'article 10 de la présente Convention, qui n'est pas partie à la Convention, ainsi que la Communauté européenne ont le droit de se faire représenter à ces consultations par un observateur.

3. Après chaque consultation, les Parties soumettent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la consultation et sur le fonctionnement de la présente Convention en y incluant, si elles l'estiment nécessaire, des propositions visant à amender la Convention.

CHAPITRE V

AMENDEMENTS

8. *Amendements.*- 1. Toute proposition d'amendement de la présente Convention faite conformément aux dispositions de l'article 7, paragraphe 3, de la présente Convention est soumise à l'approbation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Après cette approbation, le texte est transmis aux Parties pour acceptation.

2. Tout amendement entre en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties ont informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

CHAPITRE VI

AUTRES ACCORDS OU ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX

9. *Autres accords ou arrangements internationaux.* - 1. Dans leurs relations mutuelles, les Parties qui sont membres de la Communauté européenne appliquent les règles de la Communauté et n'appliquent donc les règles découlant de la présente Convention que dans la mesure où il n'existe aucune règle communautaire régissant le sujet particulier concerné.

2. Les Parties se réservent le droit de prendre entre elles des arrangements internationaux, pour autant que ces arrangements confèreraient aux auteurs, aux artistes-interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux organismes de radiodiffusion une protection de leurs droits au moins aussi étendue que celle conférée par la présente Convention ou qu'ils renfermeraient d'autres dispositions complétant la présente Convention ou facilitant l'application de ses dispositions. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

3. Les Parties qui se prévalent de la faculté prévue au paragraphe précédent le notifient au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui transmet cette notification aux autres Parties à la présente Convention.

CHAPITRE VII

CLAUSES FINALES

10. *Signature et entrée en vigueur.* - 1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi qu'à celle de la Communauté européenne, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

- a) signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de trois mois après la date à laquelle sept Etats, dont au moins cinq membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du présent article.

4. Afin d'éviter tout retard dans la mise en œuvre de la présente Convention, un Etat peut, lors de la signature ou à une date ultérieure précédant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, déclarer qu'il appliquera la Convention à titre provisoire.

5. A l'égard de tout Etat signataire, ou de la Communauté européenne, qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de trois mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

11. Adhésion d'autres Etats. – 1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, après consultation des Etats contractants, pourra inviter tout Etat qui n'est pas mentionné à l'article 10, paragraphe 1, à adhérer à la Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

12. Application territoriale. – 1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout moment ultérieur, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration formulée en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

13. Arrangements transitoires. - Tout Etat, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, précise quelles règles s'appliqueront aux contrats existants. Ces règles devraient prévoir, en particulier, que:

a) les contrats concernant l'exploitation des œuvres et autres éléments protégés qui sont en vigueur au 1^{er} janvier 1995 sont soumis aux dispositions de l'article 3 à compter du 1^{er} janvier 2000, s'ils expirent après cette date;

b) lorsqu'un contrat international de coproduction conclu avant le 1^{er} janvier 1995 entre un coproducteur d'une Partie contractante et un ou plusieurs coproducteurs d'autres Parties ou d'un Etat tiers prévoit expressément un régime de répartition des droits d'exploitation entre les coproducteurs par zones géographiques pour tous les moyens de communication au public, sans distinguer le régime applicable à la communication au public par satellite et des dispositions applicables aux autres moyens de communication, et lorsque la communication au public par satellite de la coproduction pourrait porter atteinte à l'exclusivité, notamment à l'exclusivité linguistique de l'un des coproducteurs ou de ses ayants droit sur un territoire donné, l'autorisation par l'un des coproducteurs ou de ses ayants droit concernant une communication au public par satellite est subordonnée au consentement préalable du détenteur de cette exclusivité, qu'il s'agisse d'un coproducteur ou d'un ayant droit.

14. Réserves. - Aucune réserve n'est admise aux dispositions de la présente Convention.

15. Notification de législation. - Un Etat dont la législation autorise l'extension d'accords collectifs, telle que prévue à l'article 4 de la présente Convention, notifie, au moment de la signature, ratification, acceptation ou approbation conformément à l'article

10, paragraphe 1, alinéa a ou b, au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe le texte de ladite législation, accompagné d'une liste des radiodiffuseurs habilités à avoir recours à de tels accords collectifs étendus. Par la suite, l'Etat concerné notifie au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute modification ultérieure de ladite législation et de la liste des radiodiffuseurs habilités à y avoir recours.

16. Dénonciation. – 1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

17. Notifications. - Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifie aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, à la Communauté européenne et à tout Etat ayant adhéré ou ayant été invité à adhérer à la présente Convention:

- a) toute signature conformément à l'article 10;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion conformément aux articles 10 ou 11;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux articles 10 ou 11;
- d) toute notification faite conformément aux articles 10, paragraphe 4, et 15;
- e) tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

b) Testo inglese.

European convention relating to questions on copyright law and neighbouring rights in the framework of transfrontier broadcasting by satellite. Done at Strasbourg on 11th May 1994.

PREAMBLE

The member States of the Council of Europe and the other States Party to the European Cultural Convention, signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members for the purpose of safeguarding and realising the ideals and principles which are their common heritage and facilitating their economic and social progress;

Recalling their commitment to freedom of expression and information and the free flow of information and ideas as expressed, in particular, in the Declaration of 29 April 1982 of the Committee of Ministers of the Council of Europe on the freedom of expression and information;

Bearing in mind the concerns which inspired the adoption, by the Committee of Ministers, of Recommendation No. R (86) 2 on principles relating to copyright law questions in the field of television by satellite and cable, notably the need to safeguard the rights and interests of authors and other contributors when protected works and other contributions are broadcast by satellite;

Having regard to technical developments, in particular in the field of broadcasting by satellite, which have resulted in the blurring of the technical differences between direct broadcasting satellites and fixed service satellites, making it necessary to consider further legal aspects of broadcasting by satellite from the viewpoint of copyright law and neighbouring rights;

Bearing in mind, at the same time, the need not to hamper these new technical developments as well as the interest of the general public in having access to the media;

Concerned to promote the broadest possible harmonisation of the law of the member States, and the other States Party to the European Cultural Convention, on copyright and neighbouring rights with regard to new technical developments in the field of broadcasting by satellite,

Have agreed as follows:

For the purposes of copyright and neighbouring rights:

CHAPTER I

THE NOTION AND ACT OF BROADCASTING

1. *The notion of broadcasting.* – 1. The transmission of works and other contributions by direct broadcasting satellite is broadcasting.

2. The transmission of works and other contributions by fixed service satellite under conditions which, as far as individual direct reception by the general public is concerned, are comparable to those prevailing in the case of direct broadcasting satellites, shall be treated as broadcasting.

3. The transmission of programme-carrying signals in encrypted form is considered to be broadcasting, in cases where the means for decoding the broadcast are made available to the general public by the broadcasting organisation, or with its consent.

2. *The act of broadcasting.* - An act of broadcasting by satellite shall be considered to comprise both the up-link to the satellite and the down-link to the earth.

CHAPTER II

THE APPLICABLE LAW

3. *The applicable law.* – 1. A transmission of works and other contributions covered by Article 1 occurs in the State party in the territory of which the transmission originates and, therefore, shall be governed exclusively by the law of that State.

2. The State party in the territory of which the transmission originates means the State party in which the programme-carrying signals transmitted by satellite are introduced, under the control and responsibility of the broadcasting organisation, into an uninterrupted chain of communication via the up-link and down to the earth.

3. When the transmission originates in a State which is not a party to this Convention, the law of which does not provide the level of protection of right holders foreseen in Articles 4 and 5 of this Convention, and when the programme-carrying signals are transmitted by satellite from an up-link station situated in a State party to this Convention, the transmission shall be deemed to originate in the State party concerned. Such shall also be deemed to be the case when a broadcasting organisation established in a State party to this Convention is responsible for the transmission.

4. Copyright. – 1. Authors of works mentioned in Article 2 of the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works shall, as far as transfrontier broadcasting by satellite is concerned, be protected in conformity with the provisions of that Convention (Paris Act, 1971). In particular, rights for transfrontier broadcasting by satellite concerning such works shall be acquired contractually.

2. Subject to the provisions of paragraph 3 and where the relevant applicable law according to Article 3 of this Convention has already provided so on the date of opening for signature of this Convention, a collective agreement concluded with a broadcasting organisation for a given category of works may be extended to right-holders of the same category who are not represented, on the following conditions:

- a non-represented right-holder, at any time, shall have the possibility of excluding, in his respect, the effect of an extended collective agreement and of exercising his rights on an individual basis. He may do so himself or through a collective organisation entitled to manage his rights;

- the transmission by satellite shall simulcast a terrestrial broadcast by the same broadcasting organisation.

3. The preceding paragraph shall not apply to cinematographic works, including works created by a process analogous to cinematography.

4. Where a State party's legislation provides for the extension of a collective agreement in accordance with the provisions of paragraph 2, that State party shall determine the broadcasting organisations entitled to avail themselves of such legislation.

5. Neighbouring rights. – 1. As far as transfrontier broadcasting by satellite is concerned, performers, producers of phonograms and broadcasting organisations from States parties to this Convention shall be protected, as a minimum, in accordance with the provisions of the Rome Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations (1961).

2. However, for the purposes of the present Convention, the rights of performers regarding the fixation and the reproduction of their performance shall be exclusive rights to authorise or prohibit. The same applies to the rights of performers concerning the broadcasting and the communication to the public of their performance, except where the performance is itself already a broadcast performance or made from a fixation.

3. A State party shall not avail itself of the faculty provided for under Article 19 of the Rome Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations (1961).

4. Without prejudice to the provisions of the preceding paragraph, a State party may provide that the signing of a contract concluded between a performer and a film producer concerning the production of a film has the effect of authorising the acts mentioned in the preceding paragraph provided that such contract provides for an equitable remuneration which cannot be waived by the performer.

5. For the purposes of this Convention, when phonograms published for commercial purposes, or reproductions thereof, are used for transfrontier broadcasting by satellite, States parties shall provide a right under their national legislation in order to ensure that a single equitable remuneration is paid by the broadcasting organisation concerned and that this remuneration is shared between the relevant performers and producers of such phonograms.

CHAPTER III FIELD OF APPLICATION

6. Retransmission. - The simultaneous, complete and unchanged retransmission by terrestrial means of broadcasts by satellite are not, as such, covered by this Convention.

CHAPTER IV MULTILATERAL CONSULTATIONS

7. Multilateral consultations. – 1. The Parties shall, within two years from the entry into force of this Convention and every two years thereafter, and, in any event, whenever a Party so requests, hold multilateral consultations within the Council of Europe to examine the application of this Convention and the advisability of revising it or extending any of its provisions. These consultations shall take place at meetings convened by the Secretary General of the Council of Europe.

2. Each Party shall have the right to appoint a representative to participate in these consultations. Any State referred to in Article 10 of this Convention, which is not a

party to the Convention, and the European Community, shall have the right to be represented by an observer in these consultations.

3. After each consultation, the Parties shall forward to the Committee of Ministers of the Council of Europe a report on the consultation and on the functioning of the Convention, including, if they consider it necessary, proposals for the amendment of the Convention.

CHAPTER V AMENDMENTS

8. Amendments. – 1. Any proposal for the amendment of this Convention made in accordance with the provisions of Article 7, paragraph 3, of this Convention, shall be subject to the approval of the Committee of Ministers of the Council of Europe. After its approval, the text shall be forwarded to the Parties for acceptance.

2. Any amendment shall enter into force on the thirtieth day after all the Parties have informed the Secretary General of their acceptance thereof.

CHAPTER VI

OTHER INTERNATIONAL AGREEMENTS OR ARRANGEMENTS

9. Other international agreements or arrangements. – 1. In their mutual relations, Parties which are members of the European Community shall apply Community rules and shall not therefore apply the rules arising from this Convention, except in so far as there is no Community rule governing the particular subject concerned.

2. Parties reserve the right to enter into international agreements among themselves in so far as such agreements grant to authors, performers, producers of phonograms or broadcasting organisations at least as extensive protection of their rights as that granted by this Convention or contain other provisions supplementing this Convention or facilitating the application of its provisions. The provisions of existing agreements which satisfy these conditions shall remain applicable.

3. Parties which avail themselves of the faculty provided for in the preceding paragraph shall notify the Secretary General of the Council of Europe who shall transmit this notification to the other Parties to this Convention.

CHAPTER VII

FINAL CLAUSES

10. Signature and entry into force. – 1. This Convention shall be open for signature by the member States of the Council of Europe and the other States party to the European Cultural Convention, and by the European Community, which may express their consent to be bound by:

a) signature without reservation as to ratification, acceptance or approval; or

b) signature subject to ratification, acceptance or approval, followed by ratification, acceptance or approval.

2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

3. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date on which seven States, of which at least five member States of the Council of Europe, have expressed their consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of this article.

4. In order to avoid any delay in the implementation of this Convention, a State may, at the time of signature or at any later date prior to the entry into force of the Convention in respect of that State, declare that it shall apply the Convention provisionally.

5. In respect of any signatory State, or the European Community, which subsequently expresses its consent to be bound by it, this Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of signature or of the deposit of the instrument of ratification, acceptance or approval.

11. Accession by other States. – 1. After the entry into force of this Convention, the Committee of Ministers of the Council of Europe, after consulting the Contracting States, may invite any State which is not referred to in Article 10, paragraph 1, to accede to the Convention by a decision taken by the majority provided for in Article 20.d of the Statute of the Council of Europe and by the unanimous vote of the representatives of the Contracting States entitled to sit on the Committee of Ministers.

2. In respect of any acceding State, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date

of the deposit of the instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe.

12. Territorial application. – 1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.

2. Any State may, at any later date, by declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend the application of this Convention to any other territory specified in the declaration. In respect of such territory the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of such declaration by the Secretary General.

3. Any declaration made under the two preceding paragraphs may, in respect of any territory mentioned in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to the Secretary General. Such withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

13. Transitional arrangements. – A State shall, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify what rules shall apply to existing contracts. These rules should provide in particular that:

a) agreements concerning the exploitation of works and other protected subject matter which are in force on 1 January 1995 shall be subject to the provisions of Article 3 as from 1 January 2000, if they expire after that date;

b) where an international co-production agreement concluded before 1 January 1995 between a co-producer from a State party and one or more co-producers from other States parties or a third State expressly provides for a system of division of exploitation rights between the co-producers by geographical areas for all means of communication to the public, without distinguishing the arrangement applicable to communication to the public by satellite from the provisions applicable to the other means of communication, and where communication to the public by satellite of the co-production could prejudice the exclusivity, in particular the language exclusivity of one of the co-producers or his assignees in a given territory, the authorisation by one of the co-producers or his assignees for a communication to the public by satellite shall require the prior consent of the holder of that exclusivity, whether co-producer or assignee.

14. Reservations. - No reservation may be made in respect of the provisions of this Convention.

15. Notification of legislation. - A State, the legislation of which provides for the extension of collective agreements, as foreseen in Article 4 of this Convention, shall, at the time of signature, ratification, acceptance or approval in accordance with Article 10, paragraph 1, a or b, notify to the Secretary General of the Council of Europe the text of the said legislation, together with a list of broadcasters entitled to avail themselves of such extended collective agreements. Thereafter, the State concerned shall notify the Secretary General of the Council of Europe of any subsequent modification of the said legislation and of the list of broadcasters entitled to avail themselves of it.

16. Denunciation. - Any Party may, at any time, denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

17. Notifications. - The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council of Europe, the other States Party to the European Cultural Convention, the European Community and any other State which has acceded or has been invited to accede to this Convention of:

a) any signature in accordance with Article 10;

b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession in accordance with Articles 10 or 11;

c) any date of entry into force of this Convention in accordance with Articles 10 or 11;

d) any notification made in accordance with Articles 10, paragraph 4 and 15;

e) any other act, declaration, notification or communication relating to this Convention.